

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaines du 24 mars au 4 avril 2025

Energie-climat

Le Royaume-Uni aurait réduit ses émissions de gaz à effet de serre de 4 % en 2024

Selon les [données provisoires](#) publiées par le gouvernement, le Royaume-Uni aurait réduit ses émissions territoriales de 4 % en 2024, pour atteindre 385 MtCO₂e. Le Royaume-Uni aurait ainsi réduit ses émissions de 54 % depuis 1990. Le secteur de la production d'électricité a été le principal contributeur à la baisse des émissions, avec notamment la fermeture de la dernière centrale à charbon du pays en octobre 2024. Le secteur des transports continue d'être le secteur le plus émetteur de GES (30 %), même s'il a connu une baisse de 2 % de ses émissions en 2024. Le gouvernement publiera les données définitives en février 2026.

Une ONG environnementale conteste les derniers permis de production d'hydrocarbures délivrés par le gouvernement

L'ONG [Oceana](#) conteste la légalité des derniers permis de production délivrés par le gouvernement devant la Haute Cour, estimant que les évaluations des risques n'ont pas pleinement pris en compte leurs impacts climatiques et environnementaux sur les aires marines protégées. Ces permis, octroyés notamment à TotalEnergies ou Perenco, avaient été délivrés par le précédent gouvernement conservateur en mai 2024 mais le gouvernement travailliste continue de les défendre, alors qu'il cherche à accroître la protection de l'environnement sans révoquer les permis déjà octroyés.

Environnement

Le ministre de l'environnement veut aligner le mandat des agences environnementales sur l'objectif de soutien à la croissance économique

Dans un article du [FT](#), le ministre chargé de l'environnement, Steve Reed, a annoncé vouloir ajuster le mandat des agences gouvernementales chargées de la protection de l'environnement, en ligne avec la priorité du gouvernement de soutenir la croissance économique. Le ministre souhaite que ces agences, telles que l'Environment Agency ou Natural England, ne puissent plus « bloquer » les nouveaux projets d'aménagement du territoire, d'infrastructures ou de restauration de la nature.

Cette initiative figure parmi les 29 recommandations du rapport portant sur la réforme de la régulation environnementale piloté par Dan Corry, ancien chef de la *policy unit* de Downing Street sous Gordon Brown. Selon ce dernier, le système actuel de réglementation environnemental, bien qu'établi « de bonne foi », serait devenu un obstacle à la croissance économique. Il formule plusieurs autres recommandations pour simplifier le système, comme la désignation d'une autorité environnementale unique pour l'examen de l'impact environnemental de chaque projet d'infrastructure majeur. Cette orientation s'inscrit également dans le cadre du Plan for Change du gouvernement qui vise à mettre agences et régulateurs davantage au service de la croissance économique.

Le gouvernement annonce la création d'une nouvelle forêt nationale dans l'ouest du pays

Le gouvernement a annoncé la création d'une nouvelle forêt nationale, la [Western Forest](#). Celle-ci sera formée des surfaces forestières existantes des comtés de Gloucestershire, Wiltshire, Somerset, Cotswolds et Mendips, auxquelles s'ajouteront 2 500 hectares sur lesquels seront plantés 20 millions d'arbres. Elle sera la première des trois nouvelles forêts promises par le gouvernement pour atteindre l'objectif de 16,5 % de surfaces forestières en Angleterre en 2050, alors que seulement 10 % des terres anglaises sont aujourd'hui considérées comme des forêts. Le gouvernement investira 7,5 M£ au cours des 5 prochaines années pour le développement de cette forêt.

Les compagnies d'eau peinent encore à rénover leurs infrastructures de traitement des eaux usées

Selon les dernières données publiées par l'[Environment Agency](#), les compagnies d'eau ont totalisé 3,6 millions d'heures de décharge d'eaux usées au cours de l'année 2024 en Angleterre et au Pays de Galles. Ce chiffre est en hausse par rapport à l'année précédente, même si le nombre d'épisodes de déversement d'eaux traitées est en diminution grâce à l'action de certaines compagnies comme United Utilities ou Severn Trent Water. Pour autant, la majorité des déversoirs d'orage (54 %) n'ont fait l'objet d'aucune mesure de réparation permettant de limiter le nombre de déversement d'eaux non traitées dans la nature.

Thames Water choisit le fonds américain KKR pour sa restructuration

Thames Water, la principale compagnie d'eau au Royaume-Uni qui dessert 15 millions de clients, a désigné le fonds d'investissement américain KKR comme « candidat préféré » à sa prise de contrôle dans le cadre de la restructuration de son bilan.

Endetté à hauteur de 20 milliards de livres et incapable de servir les intérêts de sa dette à moyen terme, Thames Water a donc écarté du processus à ce stade le fonds hong-kongais CK Infrastructure, Covalis (conseillé par le français Suez) ou encore Castle Water.

KKR avait déjà formulé une offre à 4 milliards de livres (4,8 milliards d'euros) en début d'année pour prendre la majorité du capital de la société de service public. La société d'investissement américaine poursuit sa due diligence. Un accord n'est pas garanti pour autant car le montage proposé par le groupe américain implique que les créateurs de la société acceptent de s'asseoir sur une partie de la valeur de leur dette. KKR, lui-même déjà actionnaire à 25 % de Northumbrian Water, leur a proposé de devenir actionnaires de Thames Water, selon la presse britannique. L'objectif est de trouver un accord sur le capital de Thames Water en juin devant être effectif au second semestre.

Industrie

Les principales fédérations industrielles britanniques appellent le Royaume-Uni à ne pas entrer dans une guerre commerciale avec les États-Unis

La fédération de l'industrie manufacturière [Make UK](#), la fédération de l'industrie automobile [SMMT](#) et la fédération de l'industrie aéronautique et de défense [ADS](#) ont chacune réagi à l'annonce par le Président des États-Unis de droits de douane supplémentaires de 10% pour les produits importés du R-U (25% pour certains produits dont les véhicules et l'acier notamment). Make UK estime que ces droits de douane auront « un impact dévastateur » pour l'industrie britannique, et le SMMT craint que l'industrie automobile ne soit « le secteur le plus durement touché ». *A contrario*, ADS juge l'annonce du Président des États-Unis « décevante » mais estime que son effet direct sur les entreprises britanniques sera « faible ». En revanche, ces droits de douane pourraient occasionner « des augmentations de prix durables dans les chaînes de valeur de l'aéronautique, très intégrées ».

Les trois fédérations appellent le gouvernement à poursuivre ses négociations avec l'administration américaine en « sans entrer dans une guerre commerciale » avec les États-Unis.

Vishay Intertechnology investit 250M£ dans son usine de semiconducteurs au Pays de Galles

Le groupe américain Vishay Intertechnology a [annoncé](#) un investissement de 250M£ dans son usine britannique de Newport, au Pays de Galles. Il s'agit de la principale usine britannique de

production de puces, et cet investissement vise à lui permettre de produire des puces destinées à la gestion des flux d'énergie sur les véhicules électriques. A terme, Vishay envisagerait de produire des semiconducteurs composites, en lien avec la volonté du gouvernement de développer au Sud-Pays de Galles un cluster de production de semiconducteurs composites.

Le propriétaire de British Steel refuse la proposition de subvention du gouvernement pour maintenir son activité à Scunthorpe

Le groupe chinois Jingye, propriétaire de British Steel, a refusé une subvention de 500M£ proposée par le gouvernement pour maintenir l'activité de ses hauts fourneaux de Scunthorpe et soutenir leur remplacement par des fours à arc électrique. Le groupe aurait souhaité obtenir du gouvernement un soutien d'1Md£. Les syndicats s'inquiètent de l'avenir de l'usine, alors que Jingye prévoirait de supprimer jusqu'à ¾ des 4000 emplois du site.

Transports

Le gouvernement autorise la construction du projet autoroutier Lower Thames Crossing, estimé à plus de 9 Md£

Le gouvernement a autorisé la construction du [projet](#) de *Lower Thames Crossing*, une nouvelle autoroute d'une vingtaine de kilomètres qui reliera à l'Est de Londres le Kent à l'Essex via le plus long tunnel routier du Royaume-Uni. Ce projet vise à réduire la congestion à l'Est de Londres et « intègre des innovations pour réduire l'empreinte carbone et restaurer la nature, avec des espaces verts et des infrastructures pour les déplacements actifs ». Le gouvernement « explore plusieurs modes de financement privé » du projet, dont le coût est estimé à plus de 9 Md£. La construction pourrait débuter en 2026, avec une ouverture prévue au début des années 2030.

Le dépôt de maintenance ferroviaire de Temple Mills n'est pas utilisé à sa pleine capacité, selon l'Office for Rail and Road

L'ORR, régulateur ferroviaire britannique, a [présenté](#) le 31 mars une étude réalisée par le cabinet IPEX indiquant que le dépôt ferroviaire de Temple Mills, qui est le seul dépôt britannique à pouvoir assurer l'entretien de trains à grande vitesse transmanche, avait suffisamment de capacité pour accueillir davantage de trains que ceux qu'exploite actuellement Eurostar. Sur la base de cette étude, l'ORR prendra cette année une décision sur les demandes d'accès au dépôt déposées par des opérateurs qui ont pour projet de concurrencer Eurostar sur l'axe transmanche (notamment Virgin et Evolyn). Selon l'étude, le dépôt peut accueillir au maximum 4 à 8 trains supplémentaires par jour, sur une capacité totale nominale de 15 trains. Virgin a accueilli favorablement la publication de l'étude, estimant qu'elle constituait « un feu vert pour la concurrence transmanche » et qu'il ne restait désormais « plus aucun obstacle majeur » à son projet. Eurostar estime cependant que le

dépôt est déjà « presque à pleine capacité » pour les opérations de maintenance lourde.

L'opérateur de la LGV Londres-Tunnel sous la Manche met en place des baisses de redevances pour favoriser la croissance du trafic ferroviaire transmanche

London Saint Pancras Highspeed, opérateur de la LGV HS1 qui relie Londres au Tunnel sous la Manche, a [indiqué](#) qu'il souhaitait encourager l'entrée de nouveaux opérateurs et la croissance des capacités sur le marché du transport ferroviaire transmanche à grande vitesse. London Saint Pancras Highspeed a annoncé la mise en place d'un mécanisme, appelé « International Growth Incentive Scheme », qui prévoit des réductions de 50% d'une des redevances d'accès la première année, de 40% la deuxième année et de 30% la troisième année pour les nouveaux opérateurs, les opérateurs créant de nouvelles dessertes et les opérateurs qui déploient des capacités supplémentaires.

Virgin Atlantic publie des résultats en progression mais s'inquiète des perspectives pour le trafic transatlantique

La compagnie britannique Virgin Atlantic a publié des résultats en progression pour l'année 2024, avec un bénéfice de 20M£ contre une perte de 139M£ l'année précédente. Virgin n'avait pas réalisé de bénéfices depuis 2016. Pour autant, Virgin Atlantic indique « percevoir des signes de ralentissement de la demande américaine » pour les vols transatlantiques dont elle est fortement dépendante, dans un contexte « d'incertitude pour les consommateurs ».

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Tiédel Sow (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr